



COMMUNIQUÉ DE PRESSE - LISTE AGIR POUR DIJON

« Mettre fin à l'influence des Frères musulmans dans la municipalité »

Vendredi 6 mars 2026

Les Frères musulmans sont une organisation religieuse et politique, dont le but est l'islamisation de la société et l'instauration de la charia. En France, elle pratique l'entrisme au sein des institutions, ainsi que dans le champ social et de l'éducation, en dissimulant son véritable projet derrière une façade de respectabilité.

Il est impossible aujourd'hui de fermer les yeux sur l'influence prise progressivement par la mouvance des Frères musulmans au sein de la municipalité dijonnaise. Elle est représentée de longue date dans notre métropole par un imam tunisien, responsable du centre culturel musulman de la mosquée de Quetigny et président de l'association Jeunesse musulmane de France en Bourgogne, de la fédération Musulmans de France (ex UOIF), principale représentation de la mouvance frériste en France.

Cette réalité a déjà fait l'objet de nombreuses publications et débats depuis 2020, quand cet imam a ramené la paix civile dans le conflit entre membres des communautés tchétchène et maghrébine, supplantant l'autorité républicaine. Une enquête approfondie a été réalisée en novembre 2020 dans un media national par plusieurs journalistes, dont un grand reporter qui fait référence sur ces sujets.

Fin 2020, le maire de Dijon a pris sa défense, ne tarissant pas d'éloges sur son ami et le présentant abusivement comme l'interlocuteur officiel du culte musulman pour les pouvoirs publics, ce que la préfecture a fini par infirmer. La municipalité dijonnaise lui accorde confiance et reconnaissance, et des proches figurent à des postes stratégiques dans l'exécutif local.

Ces faits sont confirmés dans le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur les liens entre responsables politiques et l'idéologie islamiste, publié le 10 décembre 2025, qui mentionne le cas de la ville de Dijon à trois reprises, ils ont également été mentionnés dans un article du Journal Aujourd'hui en France du 19 janvier 2026.

Lutter contre l'influence des Frères musulmans est aujourd'hui une priorité nationale. Un institut de formation des imams dans la Nièvre (l'IESH), satellite de la fédération Musulmans de France, a été dissous par un décret en conseil des ministres de septembre 2025, faisant suite à plusieurs Conseils de défense convoqués par le Président de la République. L'Assemblée Nationale a voté le 22 janvier 2026 une résolution pour interdire les Frères musulmans, sans les voix des deux députés socialistes de Dijon proches de l'actuelle municipalité.

Nous avons dénoncé cette situation de manière constante depuis 2020, dernièrement par un communiqué de presse en mai 2025 et par une tribune publiée dans le Dijon mag de septembre 2025. Ces propos n'ont aucun caractère diffamatoire, puisqu'ils relatent des constats établis et des informations suffisamment fiables. Pour la bonne information de tous, les principaux documents sont consultables sur le site internet bichot2026.fr.

Par ailleurs, nous ne faisons pas de confusion entre cette organisation politique et la libre pratique religieuse dans le cadre des règles républicaines. Mettre fin à cette situation incompatible avec nos valeurs républicaines est bien évidemment un enjeu majeur des élections municipales. Ne pas en informer les Dijonnais au regard de la gravité du sujet serait irresponsable.

Emmanuel BICHOT et la liste AGIR POUR DIJON